



Monsieur Mars Di Bartolomeo
Président de la Chambre des Députés

Luxembourg, le 15 avril 2014

Monsieur le Président,

Par la présente, j'ai l'honneur de vous informer que conformément à l'article 80 du Règlement de la Chambre des Députés, je souhaiterais poser une question parlementaire à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Economie sociale et solidaire relative aux anciens salariés d'Objectif Plein Emploi (OPE).

Il me revient par voie de presse que les anciens salariés d'OPE, actuellement en liquidation judiciaire, n'ont pu bénéficier de l'intervention du Fonds pour l'emploi, alors même que leurs salaires et autres indemnités sont restés impayés.

Or, il paraît que le Fonds pour l'emploi refuse le paiement en prenant appui sur l'article L.126-1 (1) du Code du Travail qui dispose qu'« en cas de faillite de l'employeur, le Fonds pour l'emploi garantit les créances résultant du contrat de travail [...]. » Autrement dit, dès lors que les associations ne sauraient tomber en « faillite » au sens juridique du terme, le Fonds pour l'emploi ne pourrait pas leur venir en aide.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Economie sociale et solidaire :

- Le Ministre peut-il confirmer que le Fonds pour l'emploi refuse de payer aux anciens salariés d'OPE les arriérés de salaires et autres indemnités qu'il garantit d'ordinaire en cas d'insolvabilité de l'employeur ? Dans l'affirmative, quelles en sont les raisons ?
- A considérer que le refus du Fonds pour l'emploi tient à une lecture stricte de la notion de faillite à laquelle se réfère l'article L.126-1 du Code du Travail, le Ministre considère-t-il que cette interprétation est conforme au droit européen ?
- Dans la négative, le Ministre n'entend-il pas enjoindre au Fonds pour l'emploi de régler les montants réclamés par les anciens salariés d'OPE ?
- Le Ministre entend-il légiférer afin d'éviter que des problèmes similaires se posent à l'avenir ?

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma parfaite considération.

Serge Wilmes
Député



Réponse à la question parlementaire n°220 de l'honorable Député Serge Wilmes

Par sa question parlementaire n° 220 l'honorable Député Serge Wilmes a demandé des renseignements en relation avec l'intervention du Fonds pour l'emploi en relation avec la liquidation judiciaire de l'asbl Objectif Plein Emploi (OPE).

Voici la réponse aux questions posées :

1) L'intervention du Fonds pour l'emploi

Tous les salariés d'OPE semblent avoir été payés jusqu'au moment où l'asbl OPE a cessé définitivement ses activités. Aussi longtemps qu'une liquidation judiciaire n'avait pas encore été ordonnée, une bonne partie des salariés était encore en période de préavis. En fait, un liquidateur n'a été nommé qu'en date du 13 novembre 2013.

OPE a été constitué sous forme d'une asbl et n'a donc pas pu être déclarée en état de faillite. De ce fait et sur base de la législation actuelle, les salariés d'OPE n'ont pas pu bénéficier de la garantie de créance du Fonds pour l'emploi pour les indemnités de préavis restant dus jusqu'à concurrence d'un plafond de 11.245,14 €. Jusqu'à l'expiration de la période de préavis, il a cependant été décidé de leur accorder tout de suite les indemnités de chômage de la part du Fonds pour l'emploi ou des autorités compétentes des pays limitrophes pour les frontaliers.

La liquidation judiciaire, a été ordonnée en date du 13 novembre 2013, donc bien après l'arrêt des activités.

Pour éviter que les salariés OPE ne soient privés de tous revenus pendant plusieurs mois, les intéressés ont pu bénéficier tout de suite des indemnités de chômage dès le jour de l'arrêt des activités d'OPE. Ce n'est pas le cas quand il s'agit d'une faillite. Les salariés d'OPE ont d'ailleurs demandé de bénéficier tout de suite de l'indemnisation ce qui leur a été accordé.

Au moment où fut ordonnée la liquidation judiciaire d'OPE, les anciens salariés bénéficiaient tous des indemnités de chômage de sorte que la garantie de créance qui n'aurait pu jouer qu'à partir du 13 novembre 2013 n'était plus de mise, les salariés ayant obtenu des indemnités de chômage.

2) La conformité de la législation luxembourgeoise à la législation communautaire en matière de garantie de créance.

Au moment de l'insolvabilité d'OPE, il a été constaté que la législation nationale est plus stricte que la directive communautaire 2002/74/CE du 23 septembre 2002. En effet, la législation nationale parle de faillite de l'employeur tandis que la directive communautaire se réfère à l'insolvabilité de l'employeur, incluant ainsi des associations comme OPE.

Pour éviter à l'avenir de tels problèmes, le paragraphe (1) de l'article L.126-1 du Code du travail sera complété par un alinéa 2 qui reprend le texte de la directive, à savoir :



« Il en est de même lorsque le tribunal compétent soit a décidé l'ouverture de la procédure collective fondée sur l'insolvabilité de l'employeur, soit a constaté la fermeture définitive de l'entreprise ou de l'établissement de l'employeur, ainsi que l'insuffisance de l'actif disponible pour justifier l'ouverture de la procédure collective fondée sur l'insolvabilité de l'employeur. »